Liége, 9 avril.

Hier à l'issue de la représentation du *Tartufe*, un nombre considérable de jeunes gens s'est rassemblé sur la place de la Comédie et s'est rendu, en chantant des airs patriotiques, au séminaire épiscopal et à l'évêché. Arrivés en face du premier de ces édifices et pendant que la grande majoritée était occupée à crier : *A bas la calotte ! à bas les missionnaires et Van Bommel !* quelques jeunes gens ramassèrent des pavés provenant de travaux sur la voirie, et se mirent à les lancer contre la porte du séminaire. Immédiatement après, la foule se porta place St-Jean, où des sérénades, adressées à M. le bourgmestre de Nef, étaient commencées ; ces sérénades données, et tandis que les musiciens se dirigeraient du côté du quai de la Sauvenière vers la demeure de M. Scroux, les premiers montèrent la Haute-Sauvenière et allèrent donner un charivarie à M. le gouverneur. Quelques-uns voulurent aussi se livrer à des actes de violence contre l'hôtel de ce fonctionnaire, mais ils en furent empêchés par l'autorité ; les masses se rendirent ensuite à la maison de M. le commissaire de district, où, dès le début, on entendit une pierre lancée contre la fenêtre ; de là elles se mirent en marche, en se divisant vers le couvent des rédemptoristes et vers la rue de la Cathédrale, et s'arrêtèrent vis-à-vis l'habitation de M. Kersten, imprimeur de l'évêché, où les charivaris furent renouvelés. Pendant ce tems, les sérénades continuèrent leur ronde, et furent successivement données à MM. Lhoneux, Delfosse et Hubart. Il était minuit sonné lorsque ces scènes de désordre vinrent à cesser.

MM. les commissaires de police qui avaient reçu des ordres en conséquence se sont trouvés partout heureusement assez à tems, pour prévenir de graves excès. Devant le séminaire épiscopal, comme vis-à-vis de l'hôtel de M. le gouverneur et le domicile de M. Demonceau, ils ont tenté de consommer l'arrestation de ceux qui se signalaient par des attaques contre la propriété. Mais ils n'ont pu y réussir par le motif que les délinquans ont pu se réfugier dans les masses et que le secours des agens dis-séminés sur tous les points menacés leur manquait. On a vu aussi M. le capitaine de la gendarmerie et son lieutenant seconder, sur tous les poins, les efforts de la police, afin de ramener la tranquillité.

(*Politique.*)

Le *Courrier de la Meuse* donne les mêmes détails, mais avec moins d'étendue. Chemin faisant, dit-il, les charivarisseurs chantaient et dansaient la *Carmagnole*. D'un autre côté, des sérénades ont été données au bourgmestre de Tilff qui reside à Liége, ainsi qu'aux membres de la députation permanente.

Du 10. — Pour un état régulièrement constitué, il n'est rien de dangereux comme le contact immédiat d'une révolution : les principes désorganisateurs s'y infiltrent par tout, et produisent plus ou moins la désaffection, le trouble et l'agitation ; heureux encore lorsque le mal s'arrête là, et n'arrive pas jusqu'à ces déplorables catastrophes dont l'histoire de notre tems offre tant d'exemples. La Prusse fait dans ce moment l'expérience de ce qu'il lui en coûte, pour avoir toléré sur sa frontière l'établissement d'un gouvernement fondé sur ce qu'en style démagogique on appelle *le droit sacré d'insurrection*. La petite Belgique révolutionnaire, est, pour la monarchie du grand Frédéric, une cause incessante d'inquiétudes, et de dangers réels, auxquels il lui est bien difficile d'échapper. Cette cause est dans le pouvoir sans partage dont le clergé s'est emparé parmi nous, par suite des évenemens de septembre, et qui a réveillé l'ambition de ce corps, au point qu'il ne rêve plus que domination. L'exemple est séduisant : aussi n'a-t-il pas manqué d'agir sur ceux de nos voisins qui croyaient avoir le plus de chances de succès. Nos propagandistes d'une nouvelle espèce, ont trouvé d'abord que les provinces rhénanes, en raison de leur proximité, et des différentes religions que l'on y professe, pouvaient être *travaillées* dans leur sens, et qu'il suffirait pour cela de s'entendre avec quelques sommités ecclésiastiques du pays, qui sauraient bien trouver matière à mettre les populations en opposition avec le gouvernement. C'est là l'origine du conflit élevé tout-à-coup à l'occasion des mariages mixtes, qui se célébraient sans difficultés dans les provinces rhénanes depuis les premières années du siècle, et dans tout le reste de l'Allemagne, de tems immémorial.

Le cabinet de Berlin doit avoir maintenant dans les mains des preuves matérielles de la participation de quelques-unes de nos sommités ecclésiastiques aux démêlés survenus entre le gouvernement prussien et l'archevêque de Cologne, et aux intrigues dont la monarchie toute entière est encore le théâtre, pour faire partager par tout le clergé catholique, les vues de ce prélat. S'il manquait encore quelque chose pour compléter la conviction du ministère de Frédéric-Guillaume, un incident tout récent, aura pu éclaircir ses doutes. Cet incident le voici :

De nombreux écrits partant de la Belgique, étaient fréquemment répandus dans les provinces rhénanes, et de là, dans les autres parties de la monarchie prussienne ; tous était plus ou moins hostiles au gouvernement, la police avait vainement tenté d'en empêcher l'introduction, et les ouvrages séditieux continuaient à se répandre dans l'intérieur, sans qu'elle pût y mettre obstacle. A force de recherches, ses agens viennent enfin de découvrir qu'une imprimerie établie depuis *deux ans*, dans la petite ville belge de Sittard, sous la direction d'un sieur Alberts, reproduit et met au jour, toutes les élucubrations destinées à battre en brèche le gouvernement prussien. Cette découverte a été immédiatement suivie de la disparition d'un ouvrier de l'atelier, qui a emporté les manuscrits de différens ouvrages, et toute la correspondance entretenue jusqu'alors avec les meneurs, et a remis le tout aux autorités prussiennes, qui y trouveront sans doute bien des éclaircissemens sur la part que nos révolutionnaires ont prise aux événemens qui ont produit le conflit entre le gouvernement et l'archevêque.

(*Industrie.*)

— Hier de nouveaux rassemblemens nocturnes ont eu lieu. Au commencement de la soirée, plusieurs individus, le chapeau sur la tête, se sont introduits dans l'église de Ste-Catherine, desservie par les P. rédemptoristes, l'un d'entr'eux a ouvert un confessionnal et s'y est placé. Les fidèles réunis dans l'église pour la confession ont été troublés dans l'exercice de la religion ; plusieurs personnes sont retournées chez elles indisposées par la frayeur que leur avait causé l'impie action de ces perturbateurs.

On a dû fermer le temple, et la foule a entravé toute la soirée la circulation de la Neuvice, en prenant position devant l'église contre la porte de laquelle des coups de pied et de bâton ont été plusieurs fois dirigés.

Des charivaris ont encore été donnés à M. le gouverneur et à Mgr. l'évêque ; deux fois les charivarisseurs se sont portés devant l'évêché. Des carreaux de vitres ont été brisés chez les P. rédemptoristes.

D'un autre côté, des sérénades ont eu lieu devant l'hôtel de M. le gouverneur et le domicile de M. Dumonceau, commissaire du district, et de M. Vercken, procureur du roi. C'est une protestation contre ce qui s'était passé avant-hier.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 14 *avril.*

Dans la séance du 9 avril, voici ce que M. Montalivet, ministre de l'intérieur, a dit sur la question belge :

« Non, tout n'est pas fini entre la Belgique et la Hollande ; car les commissaires ont repris leurs conférences ; tout n'est pas réglé, il reste beaucoup à régler encore ; on négocie : il n'est donc pas exacte de dire que tout est fini sur la question hollando-belge.

» Je puis aller plus loin et j'affirmerai à la chambre que tout n'est pas terminé même pour la forêt du Grünenwald ; ainsi rien n'est encore fini pour la question principale ni pour la question particulière. »

— On écrit d'Amsterdam, le 9 avril :

L'*Avondbode* termine ainsi un article de fond sur l'acceptation des 24 articles :

« Nous considérons les 24 articles comme un traité accompli (*voltoiend*) comme l'*ultimatum* de l'Europe, à l'égard des affaires de la Belgique, appuyé par toutes les puissances, auquel la dernière des parties intéressées vient de se conformer, et auquel il ne manque que de sortir son exécution.

Ce qui fut trouvé raisonnable et juste en 1831 ne peut pas être trouvé injuste et absurde aujourd'hui. Ce que nous avons payé en rentes pour la Belgique forme pour nous l'objet d'une juste prétention, et nos droits sur le Limbourg sont incontestables.

S'il fallait adopter d'autres bases de négociations que les 24 articles pour un arrangement définitif ou y faire de grands changemens, alors tous ceux à *qui il coule du sang néerlandais dans les veines* préféreraient le *statu quo* à un nouvel abaissement. Mais la conférence, mais la Belgique y feront attention.

Du reste nous avons heureusement des raisons pour croire que quelques puissances sont trop bien disposées envers la vieille Néerlande pour souffrir que l'affaire soit remise entièrement en questiou et pour croire que la réponse même de lord Palmerston, l'ennemi déclaré de la Néerlande, a été telle qu'on ne doive pas avoir une telle crainte.»

— Le même journal publie une correspondance de Londres, le 6 avril, dans laquelle on assure que la conférence n'avait, jusqu'à la veille, fait aucune réponse positive à l'ambassadeur hollandais. De ce qui échappe de tems en tems à tel et tel diplomate, dit la correspondance, il faut conclure que les membres ne sont pas d'accord. Le point capital a été jusqu'ici de savoir si on se bornera aux 24 articles, et si on y fera des changemens ou addi-